

M. Eaton: En passant en revue les témoignages, j'ai d'abord remarqué qu'ils se résumaient au fond à trois propositions principales. En premier lieu, on a donné à entendre que le déclin de l'influence et de l'activité de la Grande-Bretagne dans les Antilles créait une sorte de vide que le Canada pourrait s'empresse de remplir. Le Royaume-Uni assumait jusqu'à tout récemment la majeure partie de l'administration des Antilles, puisqu'il s'agissait de ses colonies. Maintenant qu'elles sont presque toutes devenues indépendantes, on estime que la Grande-Bretagne ne peut plus porter le fardeau de son ancien empire et on pense même qu'elle préfère exploiter les débouchés plus profitables de l'Amérique latine. A ce qu'on dit, les États-Unis n'ont pas de politique précise à l'égard des Antilles, ne les considérant que dans l'ensemble des plans stratégiques et militaires, et ils verraient d'un très bon œil une participation grandissante du Canada au soutien de la région. Pour ma part, j'estime que ce concept du «vide», a quelque chose d'odieux.

Certains concepts n'ont apporté à l'humanité que peine et misère et l'un des plus pernicieux selon moi a été le concept de souveraineté. Que de violences et que d'atteintes à la dignité humaine ont été perpétrées au nom de la souveraineté! Une autre théorie se rapproche beaucoup du concept de la souveraineté; celle qui veut qu'un «vide» ou un «manque» se crée dès qu'une puissance coloniale se retire d'une région donnée, «vide» qu'un autre pays doit s'empresse de combler. Les anciennes colonies seraient incapables de mobiliser elles-mêmes leurs propres ressources et d'agir toutes seules. En se fondant sur ce principe pour participer à l'évolution des Antilles, le Canada prendrait une attitude extrêmement rétrograde et ne tiendrait aucun compte des avantages qu'il retirerait lui-même.

Prenons le cas du Royaume-Uni. En assurant des débouchés à l'industrie sucrière des Antilles dans le cadre du *Commonwealth Sugar Agreement*, il fait preuve d'un grand sens social et de beaucoup de générosité, personne ne le conteste, mais on semble oublier que les Antilles achètent à peu près tous leurs véhicules automobiles au Royaume-Uni et importent en plus du même pays une énorme quantité de produits industriels. J'aimerais bien savoir quel est, à supposer qu'on puisse l'établir, le bilan global des avantages que ces échanges apportent aux pays industrialisés et aux pays en voie de développement. Il me semble que les deux parties sont toujours gagnantes.

Certains témoins ont signalé au Comité que des hommes d'affaires canadiens ont déjà engagé des pourparlers pour construire un

hôtel à la Barbade au coût de dix millions de dollars. Quand l'honorable Lester Pearson est venu témoigner devant vous, il a rappelé qu'une proportion d'au moins 38 p. 100 de l'aide financière accordée depuis vingt ans est retournée aux pays prêteurs pour le service de la dette. Je veux simplement faire ressortir l'aspect négatif du concept du «vide à combler». Il suppose que les populations en voie de développement sont incapables de prendre leurs affaires en main. Il suppose que le régime colonial doit se maintenir sous une forme ou sur une autre. J'espère que le Canada refusera d'accepter ce concept du «vide» et ne s'engagera pas sans réflexion dans une voie que d'autres pays plus expérimentés n'osent choisir.

D'autres ont souhaité que le Canada accorde aux Antilles un traitement de faveur à cause des liens que l'histoire a créés. Dans le même ordre d'idée, certains membres du Comité ont dit que le Canada devrait peut-être concentrer ses ressources là où les chances de succès sont les plus fortes afin d'illustrer ce qu'on peut accomplir quand on dispose à la fois d'une compétence administrative suffisante et d'un minimum de ressources de base. C'est là un concept qui me semble fort valable, non seulement pour les Antilles, mais aussi pour d'autres régions du monde.

Les pays en voie de développement s'inquiètent fort des chiffres qu'on cite parfois pour établir la démarcation entre les pays qui jouissent d'un niveau de vie satisfaisant et ceux qui n'ont pas encore franchi ce seuil. On a soutenu par exemple qu'un pays qui bénéficie d'un revenu de \$500 par tête n'a plus besoin d'aide puisque son économie a démarré et qu'on doit se porter à l'aide de pays encore plus pauvres. Les chefs des pays en voie de développement demandent fort légitimement sur quelle norme on s'appuie pour déclarer qu'un revenu de \$500 suffit à assurer un niveau de vie acceptable dans les pays en voie de développement, dans les pays chauds surtout. Personne ne propose par exemple de réduire l'aide à la Nouvelle-Zélande, où le revenu par tête dépasse de beaucoup \$1,700. Pourquoi accorde-t-on une aide presque illimitée à Israël par exemple, dont le revenu par tête dépasse de beaucoup \$1,000? Le premier ministre de Trinidad, le Dr Williams, a fortement insisté sur ce point dans une conférence à laquelle j'assistais. Il a dit que les pays en voie de développement devraient s'opposer fermement à ce que les pays riches décident qu'un revenu par tête de \$500 suffit à assurer un niveau de vie acceptable. J'estime personnellement qu'on a attaché trop d'importance à la théorie dite du «progrès équilibré». Je ne crois pas qu'il faille restreindre le progrès de certains pays afin que tous les pays